

Pourquoi et comment changer le système éducatif ?

Le système doit être profondément réformé car il a connu une massification qui n'a pas été accompagnée de réformes structurelles même s'il s'est continuellement transformé pendant cette période. En effet, les pays qui progressent sont ceux qui ont réformé leur système.

Pour autant la réforme est difficile pour plusieurs raisons.

Il est de la nature même des systèmes éducatifs d'être conservateurs puisque leur mission première est de transmettre le patrimoine du passé. En France s'y ajoute le caractère sacralisé de l'école qui tient au rôle qu'elle a joué dans la fondation de la nation.

Le système est d'une grande complexité et doté d'une forte cohérence. De ce fait toute modification est de nature à générer des effets en chaîne non maîtrisables.

Les enseignants ont développé un grand scepticisme qui s'est nourri de la multiplication des réformes sans lendemain et ils peuvent mobiliser une grande capacité de résistance collective pour s'opposer aux réformes.

Les enseignants ont réussi à convaincre l'opinion de la convergence entre l'intérêt des élèves et leurs revendications corporatives.

La société a cessé de croire que la réussite scolaire puisse être le fruit d'une stratégie collective. Elle s'en remet à des stratégies individuelles.

On ne peut réformer le système sans les enseignants et encore moins contre eux. Or, si les enseignants ont toujours été conservateurs, on peut considérer que jusqu'à la fin des années soixante-dix ils étaient ouverts au changement. Depuis, si les pratiques individuelles changent, les représentations collectives sont figées ce qui aboutit à constituer en enjeu symboliques des sujets qui ne le justifient pas.

On peut néanmoins suggérer quelques pistes pour mieux introduire et gérer le changement.

Il faut sortir d'une situation où s'affrontent deux légitimités : une légitimité « démocratique » incarnée par le ministre et une légitimité « corporatiste » représentée par les syndicats qui estiment que la seconde ne le cède en rien à la première. Il faut inviter une légitimité « consultative » à participer au débat. C'est ce qui a été tenté en 2003 avec le grand débat sur l'école mais qui n'a pas été poussé à son terme et n'a donc pas pu produire tous ses effets.

Il faut développer les recherches et les évaluations qui éclairent un système opaque et contribuent à « objectiver » le débat. Leurs résultats peuvent, dans un premier temps, accroître le malaise mais ils offrent ensuite un point d'appui pour déclencher et promouvoir le changement.

Il faut pouvoir s'appuyer sur une hiérarchie rendue responsable par l'autonomie qui lui aura été donnée notamment au niveau des chefs d'établissement. L'autonomie des établissements n'est pas contradictoire avec la présence d'un Etat central fort à condition d'en redéfinir les missions. Elle supposerait un effort de formation très important et la redéfinition des missions des corps d'inspection pédagogique.

Mots ou expressions clés : réforme du système, complexité, école sacralisé, stratégie collective /stratégies individuelles, légitimité « consultative », évaluations, autonomie, formation, inspection.